

Art. 5. Het is verboden vlugschriften, foto's of verkiezingsmateriaal uit te delen vanaf zaterdag 13 oktober 2018 om 22u00 tot zondag 14 oktober 2018 te 16u00. Geen enkel bord, vast, beweegbaar of aangebracht in of op voertuigen, of enige andere vorm van visuele verkiezingspubliciteit, zal zich op het openbaar domein, hier inbegrepen de wegen van het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, bevinden gedurende dezelfde periode, met uitsluiting van de plaatsen die door de gemeenteverhuden tot aanplakking zijn bestemd.

Art. 6. De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes bestemd voor aanplakking bij overtreding van het verbod gesteld in artikel 1 van dit besluit, materiaal bestemd voor de aanplakking ervan, of voor het aanbrengen van opschriften en voorwerpen die gevaar opleveren in de zin van dit besluit, zullen worden in beslag genomen met het oog op de verbeurdverklaring ervan overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 42 en 43 van het strafwetboek.

Art. 7. De stembureaus zullen geopend zijn van 08u00 tot 16u00.

Art. 8. De bepalingen van de wet van 7 juli 1994 tot beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezingen van de raden voor maatschappelijk welzijn zijn van toepassing. De aanvang van de sperperiode voor verkiezingsuitgaven is bepaald op 14 juli 2018 en eindigt op 14 oktober 2018. In die periode is het verboden om geschenken of gadgets te verspreiden, commerciële campagnes te voeren via telefoon, fax of SMS/MMS, reclamespots op radio, televisie en in bioscopen uit te zenden of gebruik te maken van commerciële reclameborden of affiches of niet-commerciële reclameborden of affiches groter dan 4 m².

Art. 9. De bepalingen van Boek XII van het Wetboek van economisch recht zijn onverkort van toepassing. De geldende strafsancities zijn bepaald onder het Wetboek van economisch recht, Boek XV, titel 3, hoofdstuk 2, sectie 9;

Behoudens de uitzonderingen vermeld in het KB van -4 april 2003 is het gebruik van elektronische post verboden zonder de voorafgaande, vrije, specifieke en geïnformeerde toestemming van de geadresseerde van de boodschappen. Deze regeling dient ruim geïnterpreteerd te worden en heeft onder meer ook betrekking op SMS.

Art. 10. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden beteugeld met de door artikel 1 van de wet van 6 maart 1818, gewijzigd door de wet van 5 juni 1934 en 14 juni 1963 betreffende de overtredingen van administratieve reglementen, bepaalde straffen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 juni 2018.

R. VERVOORT

Art. 5. Il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports électoraux du samedi 13 octobre 2018 à 22h00 jusqu'au dimanche 14 octobre 2018 à 16h00. Aucun panneau fixe, mobile ou apposé dans ou sur des véhicules, ni quelconque autre format de publicité électorale visuelle, ne se trouvera sur le domaine public, en ce compris la voirie du territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, pendant la même période, à l'exception des endroits qui ont été réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales.

Art. 6. Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et papillons destinés à l'affichage en contravention à l'interdiction établie dans l'article 1^{er} du présent arrêté, de même que tout matériel destiné à l'affichage ou placement d'inscriptions, ainsi que tout objet dangereux pour la sécurité publique au sens du présent arrêté, seront saisis en vue de confiscation, conformément aux articles 42 et 43 du Code pénal.

Art. 7. Les bureaux de vote seront ouverts de 08h00 jusqu'à 16h00.

Art. 8. Les dispositions de la loi 7 juillet 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, sont d'application. Le début de la période de limitation pour les dépenses électorales est fixée à la date du 14 juillet 2018 et se terminera à la date du 14 octobre 2018. Durant cette période, il est interdit de distribuer des cadeaux ou des gadgets, de mener des campagnes par téléphone, de diffuser des spots publicitaires à la radio, à la télévision et dans les cinémas ou d'utiliser des panneaux publicitaires ou des affiches à caractère commercial ainsi que des affiches ou des panneaux publicitaires à caractère non-commercial dépassant 4m².

Art. 9. Les dispositions du Livre XII du Code de droit économique sont intégralement d'application. Les sanctions pénales d'application sont fixées par le Code de droit économique, Livre XV, titre 3, chapitre 2, section 9.

Sauf les exceptions définies par l'arrêté royal du 4 avril 2003, chaque utilisation du courrier électronique à des fins de publicité est interdite, sans le consentement préalable, libre, spécifique et informé du destinataire des messages. Ce régime doit s'entendre de manière extrêmement large et viser également les SMS.

Art. 10. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées par les peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, tel que modifié par la loi du 5 juin 1934 et la loi du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juin 2018.

R. VERVOORT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2018/40345]

19 MAI 2016. — Arrêté 2016/255 du collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2011/183 du collège de la Commission communautaire française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des services ambulatoires « action sociale et famille » et « santé » du collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, l'article 32 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, l'article 3 ;

Vu l'arrêté 2011/183 du Collège de la Commission communautaire française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des Services ambulatoires « Action sociale et Famille » et « Santé » du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu les avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé « Section Services Ambulatoire » et « Section Aide et soins à domicile » donnés les 18 et 25 février 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mars 2016 ;

Vu l'accord du Membre du Collège, chargé du Budget, donné le 17 mars 2016 ;

Vu l'avis 59.157/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la déclaration de politique générale du Collège de la Commission communautaire française 2014–2019 et plus particulièrement le point 3.1.5.2, 1^{er} alinéa concernant les Maisons Médicales qui dispose que : « les soins de première ligne devront être renforcés et l'accès aux soins de santé devra être garanti quelle que soit la situation financière du bénéficiaire » et que « l'agrément de nouvelles maisons médicales sera envisagé en fonction des moyens budgétaires disponibles ».

Considérant que le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2016 approuvé le 11 décembre 2015 et son cahier justificatif prévoient l'agrément d'une maison médicale supplémentaire.

Considérant que le dernier rapport de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale fait état de l'accroissement de la pauvreté à Bruxelles et de la difficulté des publics précarisés à accéder à des soins de santé de qualité et abordable financièrement.

Considérant que le développement des soins de santé primaires permet de réduire les inégalités sociales en matière de santé, que l'accès aux soins de santé est un droit humain fondamental et qu'il convient de garantir à la population bruxelloise un accès au secteur des Maisons Médicales et de réduire ainsi les inégalités en matière de santé.

Après délibération;

Sur proposition de la Membre du Collège chargée de la Santé et de la Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté 2011/183 du Collège de la de la Commission communautaire française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des Services ambulatoires « Action sociale et Famille » et « Santé » du Collège de la Commission communautaire française, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 7 juin 2012 et 27 mars 2014, les mots : « Secteur des maisons médicales (MM) : 37 » sont remplacés par les mots : « Secteur des maisons médicales (MM) : 38 ».

Art. 3. La Membre du Collège qui a la Santé dans ses attributions et la Membre du Collège qui a l'Action sociale et la Famille dans ses attributions sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 19 mai 2016.

Par le Collège :

F. LAANAN,

Présidente du Collège

C. JODOGNE,

Membre du Collège chargée de la Santé

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de l'Action sociale et de la Famille

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/40345]

19 MAI 2018. — Besluit 2016/255 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2011/1183 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 september 2011 houdende programmering van ambulante diensten "sociale actie en gezin" en "gezondheid" van het college van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, en in het bijzonder artikel 32 ;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, en in het bijzonder artikel 3;

Gelet op het besluit 2011/183 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 september 2011 houdende programmering van ambulante diensten "sociale actie en gezin" en "gezondheid" van het College van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Gelet op de adviezen van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid "Afdeling Ambulante Diensten" en "Afdeling Thuishulp en -verpleging" verleend op 18 en 25 februari 2016 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 11 maart 2016

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, verleend op 17 maart 2016 ;

Gelet op het advies 59.157/4 van de Raad van State, verleend op 18 april 2016, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de algemene beleidsverklaring van het College van de Franse Gemeenschapscommissie 2014 – 2019 en meer in het bijzonder punt 3.1.5.2, eerste lid met betrekking tot de Medische Huizen die bepaalt dat : “de eerstelijnszorg versterkt zal moeten worden en de toegang tot gezondheidszorg gewaarborgd zal moeten zijn ongeacht de financiële situatie van de begunstigde” en dat de “erkenning van nieuwe medische huizen in aanmerking zal worden genomen in functie van de beschikbare budgettaire middelen”.

Overwegende dat de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2016 goedgekeurd op 11 december 2015 en het bewijsschrift de erkenning van een bijkomend medisch huis voorzien.

Overwegende dat het laatste verslag van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad gewag maakt van de toename van de armoede in Brussel en van de moeilijkheden van de kansarme groepen om toegang te krijgen tot kwalitatieve en betaalbare gezondheidszorg.

Overwegende dat de ontwikkeling van de primaire gezondheidszorgen het mogelijk maakt om de sociale ongelijkheden op gezondheidsvlak te beperken, dat de toegang tot gezondheidszorg een fundamenteel mensenrecht is en dat daarom aan de Brusselse bevolking toegang gegarandeerd moet worden tot de sector van de Medische huizen om zo de ongelijkheden inzake gezondheid te verminderen;

Na beraadslaging;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor de Gezondheid en van het Collegelid bevoegd voor de Sociale actie en het Gezin,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit 2011/183 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 september 2011 houdende de programmering van de ambulante diensten “Sociale Actie en Gezin” en “Gezondheid” van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 juni 2012 en 27 maart 2014, de woorden “Sector van medische huizen : 37” worden vervangen door de woorden “Sector medische huizen : 38”.

Art. 3. Het Collegelid bevoegd voor de Gezondheid en het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin worden, elk voor hun bevoegdheid, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 mei 2016.

Voor het College :

F. LAANAN,

Voorzitster van het College

C. JODOGNE,

Collegelid belast met Gezondheid

C. FREMAULT,

Collegelid belast met de Sociale Actie en het Gezin

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2018/40311]

Raad van State. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 15 juni 2018, wordt Mevr. Kristine BAMS, eerste auditeur, aangewezen als eerste auditeur-afdelingshoofd bij de Raad van State.

Op 5 juli 2018 heeft Mevr. Kristine BAMS als eerste auditeur-afdelingshoofd de eed afgelegd in handen van de Auditeur-generaal bij de Raad van State.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2018/40311]

Conseil d'État. — Désignation

Par arrêté royal du 15 juin 2018, Mme Kristine BAMS, premier auditeur, est désignée à la fonction de premier auditeur chef de section au Conseil d'État.

Mme Kristine BAMS a prêté serment le 5 juillet 2018 en qualité de premier auditeur chef de section entre les mains de l'Auditeur général au Conseil d'État.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2018/40312]

Raad van State. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 15 juni 2018, wordt de heer Brecht STEEN, eerste auditeur, als eerste auditeur-afdelingshoofd bij de Raad van State aangewezen.

Op 5 juli 2018 heeft de heer Brecht STEEN als eerste auditeur-afdelingshoofd de eed afgelegd in handen van de Auditeur-generaal bij de Raad van State.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2018/40312]

Conseil d'État. — Désignation

Par arrêté royal du 15 juin 2018, M. Brecht STEEN, premier auditeur, est désigné à la fonction de premier auditeur chef de section au Conseil d'État.

M. Brecht STEEN a prêté serment le 5 juillet 2018 en qualité de premier auditeur chef de section entre les mains de l'Auditeur général au Conseil d'État.